

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**FLEURY MICHON**

au capital de 13.382.658,85 €  
Siège social La Gare 85700 POUZAUGES  
572 058 329 RCS LA ROCHE SUR YON

**AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire annuelle et Extraordinaire sera réunie le mardi 9 juin 2026 à 10h30 à Nantes (44000), hôtel Mercure Nantes Centre Gare – 50 Quai Malakoff, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolution suivants :

**I. ORDRE DU JOUR****– Assemblée Générale Ordinaire :**

- Rapport de gestion du Conseil d'administration, rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce, et sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise ; rapport du commissaire aux comptes en charge de la vérification de l'état déclaratif volontaire (informations ESG) ;
- Rapport du Conseil d'administration sur les opérations d'attribution d'actions gratuites conformément aux dispositions de l'article L 225-197-4 du Code de commerce,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- Affectation des résultats ;
- Quitus aux membres du Conseil d'administration ;
- Proposition de renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Christine MONDOLLOT pour une durée de trois années prenant fin lors de la tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 et tenue en 2029 ;
- Proposition de renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Nadine DESWASIERE pour une durée de trois années prenant fin lors de la tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 et tenue en 2029 ;
- Fixation du montant de la rémunération des administrateurs versée au titre de l'exercice en cours ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration pour procéder à des rachats d'actions de la société dans la limite de 10 % du capital social dans les conditions prévues par les articles L 22-10-62 et suivants du Code de Commerce et modifier, dans les limites et conditions prévues par la loi, l'affectation des actions auto-détenues ;
- Approbation de la poursuite au cours de l'exercice écoulé des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont la conclusion ou la poursuite avait déjà été approuvée par l'Assemblée ;

**– Assemblée Générale Extraordinaire :**

- Rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au profit du Directeur général, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, en vue de réduire le capital social par annulation des actions qui pourraient être acquises dans le cadre des rachats d'actions ;
- Modification de l'article 11 des statuts afin de mettre à jour les règles de prise en compte de la parité au Conseil d'administration ;
- Modification de l'article 17 des statuts quant à la « *record date* » ;
- Pouvoirs.

**II. PROJETS DE RESOLUTION****I. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**PREMIERE RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, et ayant pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif à ce rapport, approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui sont présentés.

Conformément à l'article 223 quater du C.G.I., l'Assemblée générale prend acte de ce que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ne font apparaître aucune somme au titre des dépenses non déductibles fiscalement.

**DEUXIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, et ayant pris connaissance du rapport de gestion du groupe établi par le Conseil d'administration, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025, tels qu'ils lui sont présentés.

**TROISIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, étant rappelé qu'un organe certificateur des opérations de durabilité a été nommé par l'assemblée tenue le 3 juin 2025, constate l'absence de rapport CSRD, que la société n'est plus tenue d'établir, mais prend acte des termes du rapport du commissaire aux comptes en charge de la vérification de l'état déclaratif volontaire (informations ESG) établi sur demande de la société.

**QUATRIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, décide, conformément aux propositions du Conseil d'administration, l'affectation suivante des résultats :

Le bénéfice de l'exercice 2025	15 760 389 €
Augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs	18 268 117 €
Soit une somme distribuable de	34 028 506 €
Sera affecté au versement :	
D'un dividende de 1.35 € par action	
Soit 1.35 € x 4.387.757 actions	5 923 472 €
Au compte réserves facultatives	10 000 000 €
Le solde au compte report à nouveau (1)	
<b>TOTAL :</b>	<b>34 028 506 €</b>

(1) *Etant entendu que le solde de report à nouveau sera majoré de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la Société au jour du détachement du dividende et n'ouvrant pas droit à distribution.*

Chaque action recevra un dividende de 1,35 €. Ce dividende sera versé au plus tard le 16 juin 2026, soit dans un délai de cinq (5) jours de bourse suivant l'Assemblée générale mixte.

Les sommes dues au titre de la CSG (10,6 %), majorée depuis la loi du 30 décembre 2025 de financement sur la sécurité sociale pour 2026 de la « contribution financière pour l'autonomie » de 1,4%, de la CRDS (0,5 %), du prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et les produits de placement (7,5%), soit au total 18,6 % du montant brut des dividendes, seront directement prélevées par l'établissement payeur sur le dividende versé aux actionnaires personnes physiques, de sorte que le dividende versé aux actionnaires sera net de prélèvements sociaux.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les revenus distribués au titre des dividendes aux personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France sont soumis (i) soit à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % (PFU), (ii) soit, sur option expresse, annuelle et globale exercée dans la déclaration, selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, avec bénéfice de l'abattement de 40 % mentionné à l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts.

En conséquence, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'établissement payeur versant des dividendes aux personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France est tenu de pratiquer un prélèvement à la source non libératoire

de 12,8 %. Ce prélèvement est un acompte d'impôt sur le revenu, imputable sur l'impôt dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. Si l'impôt finalement dû est inférieur au prélèvement de 12,8 % réalisé, la différence sera restituée.

Au final, l'établissement payeur prélèvera sur le dividende une somme égale à 12,8 % de son montant, outre les prélèvements sociaux visés ci-avant (18,6 %), soit une somme totale de 31,4 % du montant du dividende avant son versement à l'actionnaire, de sorte que le montant net du dividende distribué à l'actionnaire serait de 0,926 €.

Par exception, les personnes appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur au seuil de 50.000 € pour les personnes célibataires, divorcées ou veuves, et de 75.000 € pour les couples, peuvent demander à être dispensées du prélèvement de 12,8 %. La demande de dispense doit être présentée à la société ou à l'établissement payeur par le contribuable avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution pour les trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions existantes	Dividende net par action
2022	4.387.757	1,20 €
2023	4.387.757	1,30 €
2024	4.387.757	2,03 €*

*\*dont un dividende exceptionnel de 0,70 €*

Il est également rappelé, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que le dividende de 2,03 € par action mis en distribution par l'Assemblée générale mixte ordinaire annuelle et extraordinaire du 3 juin 2025, soit la somme totale de 8.471.385 € (*après déduction des actions détenues par la société n'ouvrant pas droit à distribution*), a été éligible en totalité à l'abattement de 40 % pour les personnes physiques susceptibles d'en bénéficier.

**CINQUIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, donne quitus de leur gestion aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

**SIXIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Christine MONDOLLOT pour une durée de trois (3) ans qui prendra fin à la date de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 et tenue en 2029.

**SEPTIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Nadine DESWASIERE pour une durée de trois (3) ans qui prendra fin à la date de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 et tenue en 2029.

**HUITIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, conformément à l'article 225-45 du Code de commerce, décide d'attribuer aux membres du Conseil d'administration, à titre de rémunération de l'activité d'administrateur (ex-jetons de présence) pour l'exercice 2026, une somme globale de 212.000 €, ladite somme entrant dans les limites autorisées par la loi.

**NEUVIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et du descriptif du programme de rachat d'actions, autorise le Conseil d'administration, pendant une nouvelle période de dix-huit (18) mois, avec faculté de subdélégation au Directeur général, à procéder, conformément à l'article L 22-10-62 du Code de Commerce, aux dispositions du règlement 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive « abus de marché » n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et aux articles 241-1 à 241-7 et 524-1 et s. du règlement général de l'A.M.F., à des rachats des actions de la société dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social, en vue :

- soit d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'A.M.F. ;
- soit de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;

- soit de couvrir l'exercice d'options de conversion, d'échange ou de tout autre mécanisme de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;
- soit de les attribuer aux salariés ou aux dirigeants du Groupe FLEURY MICHON, soit dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions, soit plus généralement dans le cadre de toute cession et/ou attribution d'actions aux salariés dans le cadre des dispositions légales ;
- soit de les annuler, dans le cadre d'une réduction de capital et dans la limite de 10 % du capital, en vue d'optimiser le résultat par action, conformément à l'autorisation, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, qui sera sollicitée auprès de votre Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2026.

Etant précisé que le nombre d'actions rachetées par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder cinq pour cent (5 %) du capital.

Le prix unitaire net d'achat maximum des actions, hors frais, est égal à 85 €.

Le prix unitaire net de revente minimum des actions, hors frais, serait égal à 10 €.

Le montant maximum destiné à la réalisation de ce programme est de 10.000.000 €.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique, et notamment par voie d'achat de blocs de titres ou par applications hors marché.

Cette autorisation remplace l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire annuelle et Extraordinaire dans sa séance du 3 juin 2025.

Il est précisé que si les titres acquis dans le cadre du présent programme de rachat d'actions devaient être annulés, cette réduction de capital aurait pour conséquence d'accroître le pourcentage de participation détenu par le concert GONNORD-CHARTIER qui détient à ce jour 58,78 % des actions et 68,81 % des droits de vote.

En vue d'assurer l'exécution de la présente résolution, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur général, à l'effet de :

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et vente d'actions ;
- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération ;
- modifier, dans les limites et conditions prévues par la loi, l'affectation des actions auto-détenues.

**DIXIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce, approuve la poursuite au cours de l'exercice écoulé des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont la conclusion ou la poursuite avait déjà été approuvée par l'Assemblée, la liste de ces conventions figurant dans le rapport spécial établi par les commissaires aux comptes et mis à votre disposition préalablement à la tenue de l'assemblée.

## II. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

**ONZIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale Extraordinaire autorise le Conseil d'administration, dans les conditions prévues à l'article L 22-10-62 du Code de commerce, et pour une durée de vingt-quatre (24) mois, à réduire le capital social par annulation des actions qui auraient pu être acquises en application de la neuvième résolution ci-avant.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire confère au Conseil d'administration tous pouvoirs pour mener à bonne fin toutes les opérations concourant à cette réduction de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire, avec faculté de subdélégation au profit du Directeur général.

**DOUZIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales extraordinaires, décide de modifier les statuts en application des dispositions de l'ordonnance n°2024 -

934 du 15 octobre 2024 transposant la directive « Women on Boards » afin de mettre à jour les règles de prise en compte du calcul de la parité au Conseil d'administration.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales extraordinaires, décide en conséquence de modifier ainsi qu'il suit l'article 11 des statuts :

**« ARTICLE 11 – CONSEIL D'ADMINISTRATION »**

*I. Le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus. Un salarié de la Société ne peut être nommé membre du Conseil d'administration que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Par ailleurs, un membre du conseil d'administration ne peut jamais conclure de contrat de travail avec la société. Le nombre des membres du Conseil d'administration liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.*

*Par dérogation aux dispositions de l'article L 225-19 alinéa 2 du Code de commerce, le nombre des membres du Conseil d'administration ayant atteint l'âge de soixante-dix ans ne pourra être supérieur à la moitié des membres du Conseil d'administration en fonctions.*

*Par dérogation aux dispositions de l'article L 225-19 alinéa 4 du Code de commerce, lorsque la limitation statutaire fixée sera dépassée, le membre le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office, cette démission ne prenant cependant effet, quelle que soit la date à laquelle la limite d'âge ci-avant instituée est atteinte, qu'à la date de la tenue de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.*

*II. Un ou deux salariés actionnaires sont nommés en qualité de membres du Conseil d'administration représentant les salariés actionnaires par l'assemblée générale des actionnaires. Les candidats à la nomination sont désignés par les membres du Conseil de surveillance du fonds commun de placement d'en treprise détenant des actions de la société.*

*Les administrateurs représentant les salariés actionnaires sont pris en compte pour l'application des dispositions de l'article L 225-18-1 al. 1er du Code de commerce.*

*Par ailleurs, lorsque le nombre d'administrateurs nommés en application du I. ci-dessus et calculé conformément à la loi (article L 225-27-1-II du Code de commerce) est inférieur ou égal à 8, le conseil d'administration comprend en outre un administrateur représentant les salariés. Lorsque le nombre d'administrateurs nommés en application du I. ci-dessus et calculé conformément à la loi est supérieur à 8, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation, un second administrateur représentant les salariés est nommé. Si le nombre d'administrateur redevient inférieur ou égal à 8, le mandat du second administrateur représentant les salariés sera maintenu jusqu'à son échéance. Le(s) candidat(s) au mandat d'administrateur est (sont) désigné(s) par le comité de groupe du groupe Fleury Michon.*

*Le ou les administrateur(s) représentant les salariés ne sont pris en compte ni pour la détermination du nombre minimal et maximal d'administrateurs, ni pour l'application des dispositions de l'article L 225-18-1 al. 1er du Code de commerce.*

*III. Les membres du Conseil d'administration, quelles que soient les modalités et le fondement juridique de leur désignation, sont élus par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de trois ans.*

*Les membres du Conseil d'administration sont rééligibles. Leur mandat prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue la troisième année suivante celle de leur nomination.*

*Afin que l'ensemble des mandats des administrateurs ne prenne pas fin au cours de la même année, le tiers des mandats des membres du Conseil d'administration vient à échéance chaque année (étant précisé que les membres du conseil d'administration représentant les salariés actionnaires ne sont pas pris en compte pour l'application de cette règle).*

*IV. Lorsque la composition du Conseil d'administration n'est plus conforme aux règles de mixité imposées par la loi, le Conseil d'administration procède, en tenant compte des dispositions statutaires relatives à la vacance des administrateurs représentant les salariés actionnaires, à des nominations à titre provisoire afin d'y remédier dans le délai de six mois à compter du jour où se produit la vacance. Celles-ci sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire. Le mandat de l'administrateur coopté prend fin au terme de l'administrateur remplacé. Il est rééligible. »*

**TREIZIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales extraordinaires, décide de modifier les statuts en application des dispositions du Décret n° 2026-94 du

13 février 2026 relatif à la modernisation des modalités de communication avec leurs actionnaires de certaines sociétés commerciales reportant la « *record date* » à J-5.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des assemblées générales extraordinaires, décide en conséquence de modifier ainsi qu'il suit l'article 17 des statuts :

**« ARTICLE 17 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES »**

*Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration, par la voie de son Président représentant ledit conseil ou, en l'absence de ce dernier, par le Directeur général ou, en l'absence du Président et du Directeur général, par un administrateur désigné par le Conseil d'administration, et dans les conditions fixées par la loi et les règlements. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu suivant les indications figurant dans les avis de convocation.*

*Les titulaires d'actions nominatives sont admis sur justification de leur identité, sous réserve que l'inscription en compte de leurs titres soit antérieure de cinq (5) jours à la date de l'Assemblée. Les titulaires d'actions au porteur doivent justifier de leur qualité par la présentation d'un certificat émis par l'intermédiaire chargé de la tenue de leur compte constatant l'indisponibilité des actions jusqu'à la date de tenue de l'Assemblée.*

*En l'absence du Président du Conseil d'administration, l'Assemblée est présidée par le Directeur général ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par la personne qu'elle désigne à cet effet. »*

**QUATORZIEME RESOLUTION** – L'Assemblée Générale décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

o0o

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette assemblée. Il peut également s'y faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou par toute personne physique ou morale de son choix (article 18 des statuts).

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- Pour les actionnaires au nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée Générale muni d'une pièce d'identité ; et
- Pour les actionnaires au porteur : auprès de l'intermédiaire habilité qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. L'intermédiaire financier se chargera d'envoyer cette demande accompagnée de l'attestation de participation constatant l'enregistrement comptable des titres de l'actionnaire soit par voie postale à CIC – Service Assemblées – 6, avenue de Provence 75009 PARIS, soit par voie électronique à l'adresse suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr), de façon à ce que le CIC les reçoive au plus tard six (6) jours avant l'Assemblée Générale, soit le 3 juin 2026.

Les actionnaires ne pourront assister à l'assemblée, voter à distance ou s'y faire représenter que s'ils ont justifié de leur qualité par l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au 5<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 2 juin 2026, à zéro heure, heure de Paris (article L 228-1 alinéa 7 du Code de commerce) :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou son mandataire) ;
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté(e) par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, attestation qui doit être annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) donner pouvoir (procuration) sans indication de mandataire (dans un tel cas, le vote sera émis par le président de l'Assemblée Générale) ;
- b) donner pouvoir (procuration) à toute personne physique ou morale de leur choix ;
- c) voter par correspondance avant la tenue de l'assemblée.

Il est précisé que pour tout pouvoir donné sans indication de mandataire, et donc à ce titre donné au Président, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés

ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Pour donner pouvoir, voter par correspondance ou se faire représenter :

- les propriétaires d'actions au porteur devront demander le formulaire de vote par correspondance/procuration et ses annexes à l'établissement financier dépositaire de leurs titres de telle sorte que la demande parvienne à cet intermédiaire six jours au moins avant la date de l'assemblée,
- les propriétaires d'actions nominatives devront retourner directement à Fleury Michon au siège social (La Gare 85700 Pouzauges) en indiquant la mention « *Assemblée générale annuelle* », le formulaire de vote par correspondance/procuration qui leur aura été adressé directement, accompagné de ses annexes.

Les formulaires de vote par correspondance/procurations ne seront pris en compte qu'à la condition d'être reçus par Fleury Michon, à l'adresse ci-dessus mentionnée, trois (3) jours avant la date de l'assemblée, et d'être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site de la société (rubrique La Maison Fleury Michon / Informations financières / Sous « Informations réglementées » / Année : 2026 – Type de document : Assemblée générale).

Par ailleurs, le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'assemblée conformément aux dispositions des articles L 225-115 et R 225-83 du Code de commerce sera mis à disposition au siège social et sur le site internet de la société.

Il est également rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration et réciproquement.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce :

- tout actionnaire ayant effectué l'une ou l'autre des formalités ci-dessus peut céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le 5<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société ou son mandataire invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.
- aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le 5<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société.

A compter de la convocation et jusqu'au 4<sup>ème</sup> jour précédant la tenue de l'assemblée générale, soit le 5 juin 2026, tout actionnaire pourra adresser à la société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au siège social ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : [questions.ecrites@fleurymichon.fr](mailto:questions.ecrites@fleurymichon.fr) ; elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenue par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L 211-3 du Code monétaire et financier.

La société rappelle aux actionnaires qu'une réponse commune pourra être apportée aux questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu ou porteront sur le même objet et que la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de la société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

Conformément à l'article R 225-71 du Code de commerce, les demandes d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour de l'assemblée doivent être envoyées par les actionnaires remplissant les conditions prévues à l'article R 225-71 du Code de commerce à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au siège social ou à l'adresse mail suivante : [questions.ecrites@fleurymichon.fr](mailto:questions.ecrites@fleurymichon.fr), à compter de la publication du présent avis. L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que cette demande doit désormais, pour pouvoir être prise en compte, parvenir à la société au plus tard avant le 25<sup>ème</sup> jour précédant l'assemblée générale, sans pouvoir être adressée plus de vingt jours après la date de l'avis de réunion publié au BALO, et dans le délai de dix jours à compter de la publication du présent avis s'agissant d'une demande formulée par le comité social et économique.

Toute demande d'inscription de points à l'ordre du jour doit être motivée. Toute demande d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour de l'assemblée doit être accompagnée du texte des résolutions, ainsi que d'un bref



exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R 225-83 du Code de commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au conseil d'administration.

Le texte des projets de résolution présentés par les actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, dans délai, sur le site de la société ([www.fleurymichon.fr](http://www.fleurymichon.fr) rubrique La Maison Fleury Michon / Informations financières / Sous « Informations réglementées » / Année : 2026 – Type de document : Assemblée générale).

Pour les actionnaires détenant leurs actions sous la forme au porteur, les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession de la fraction du capital exigée par l'article R 225-71 du Code de commerce.

L'examen de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres au 5<sup>ème</sup> jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les documents et informations qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires en vue et dans le cadre de la tenue de l'assemblée générale mixte ordinaire annuelle et extraordinaire pourront être consultés sur le site internet [www.fleurymichon.fr](http://www.fleurymichon.fr).

Le présent avis de réunion vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour.

***Le Conseil d'administration.***